

TOTALITARISME !



MédiaChartres soutien, **plus que jamais**, le monde médical.

INVESTIGATION

*Suite de l'étrange affaire judiciaire de l'ex-référent, de l'association **Anticor**, du département d'Eure et Loir (28).*

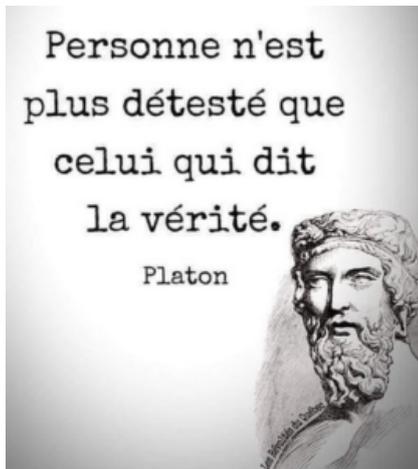
MédiaChartres, à l'énoncé du verdict du procès en date du **07 Octobre**, à contacté l'intéressé par téléphone, afin de recueillir sa réaction, des suites et du retentissement médiatique, qu'il souhaite (éventuellement) donner à cet *obscure – imbroglio politico/financier –*

Un résumé, avec sérieux et humour (...) c'est ici
<https://www.facebook.com/reel/152319333499>

Citation de Louis Pasteur, sur la vérité :

“Il ne suffit pas de connaître la vérité, il faut encore la proclamer.”

MAIS ATTENTION !



Pour rappel : *voici (une partie) des reproches du maire de Chartres, faites au référent d'Anticor, et l'explication « **logique** » de ce qui lui vaut aujourd'hui, une condamnation.*

Des sujets, qui auraient dû en principe, interpeller les Juges du TGI de Chartres, mais ... ?

:

<https://mediachartres.fr/2022/12/14/linfatue-n-1-deure-et-loir/>

: <https://mediachartres.fr/2022/10/07/chartres-les-affaires-a-la-une/>

: <https://mediachartres.fr/2022/01/16/le-pantouflage/>

: <https://mediachartres.fr/2021/10/18/un-vent-de-justice/>

: <https://mediachartres.fr/2023/07/03/why/>



– Un panel d'articles parmi les nombreuses enquêtes, réalisées par les équipes d'investigation, de **MédiaChartres**, toutes ont un point commun... la justice, et plus précisément le **TGI de Chartres**, souvent décrié comme un lieu où les verdicts ne seraient pas toujours rendus avec « **innocence** » et « **impartialité** » mais, influencé de l'extérieurs (réseaux, clubs, confréries, parquet, magistrats-ex-honoraire, politiques) ?



Exemples des plus criants et effrayants, les affaires : de pédophilies, de maltraitements, de placements et de gardes d'enfants chez leurs bourreaux :

<https://mediachartres.fr/2023/07/11/grave/>

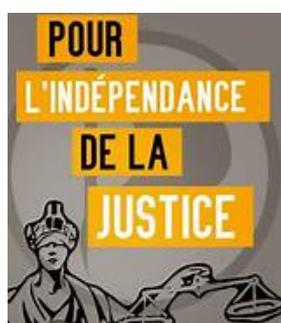
Symboles de reconnaissance des pédophiles



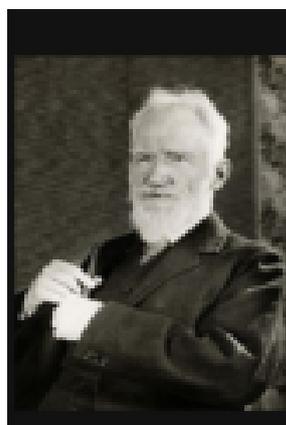


cela doit, impérativement cesser, et

TOUT DE SUITE



Il y a des années, que l'on parle de (cliquer) « la séparation des pouvoirs » (politique/justice), il semble pourtant aujourd'hui que ce « microcosme » s'entend plutôt bien... *quand il y tire avantage (s)*.



Les hommes politiques et les couches doivent être changés souvent...et pour les mêmes raisons.

(George Bernard Shaw)

L'ex-référent **Anticor** (70 ans) nous avoue ne pas avoir été surpris par la décision à son égard, car il savait dès son arrivée au tribunal, en constatant l'absence des avocats des parties civiles, que la messe était dite, l'énoncé du verdict a confirmé son analyse. Un **procès politique à charge**, qui réussit le tour de passe-passe de réduire (**provisoirement**) au silence, un « fouille m...e » bien trop sérieux et perspicace dans sa fonction et beaucoup trop bavard, **et ça, le maire procédurier, ne le supporte pas** .

Déroulement : Angoissé, le maire fait rapidement déposer deux plaintes pour... « **chantage** » par ses employés (direct ou indirect), et pour accentuer un peu plus le rapport de force, s'arrange avec le Procureur (de l'époque) pour faire réaliser une audition à... **Orléans ?**, l'avocat général évoquant ce « **détail** » de procédure, l'a expliqué par un manque de « **spécialiste** » au commissariat de Chartres » (les intéressés apprécieront !).

Deux plaintes, qui seront « **traitées** » en **priorité absolue dans un délai record**, alors que d'autres se perdent dans la nature, ou mettent deux ans (voir plus) avant d'être, soit : classées sans suite, où d'emprunter un omnibus vers un tribunal.

INFO PLUS : l'ex référent **Anticor** qui a le sens de l'anticipation, **c'était pourtant entretenu avec le nouveau Procureur (M. Chevalier) dès son arrivée**, lors d'une audience pour (très justement) lui faire part des **énormes problèmes qu'il rencontrait avec la mairie, et de ses nombreuses inquiétudes, suspicions (et plus) concernant** : les annexes (sem, spl, semop et autres), **ainsi que**: l'attribution de marchés publics, subventions, appels d'offres, dossiers brûlants « Oxygène » « Eiffage » « Cœur de ville » et d'autres, achats/ventes/reprises de biens publics et de promotions immobilières, des lois ORI sur la ville, conflits d'intérêts, d'attributions/transferts de permis de construire/démolitions (amiante en première ligne), d'avantages/faveurs, interventions dans des dossiers judiciaire concernant des proches/maires/adjoints/amis-es, transactions et répartitions de fonds suspects, trafics de drogues, prostitution, entorses où d'abus de, biens sociaux/à la fonction/ à la probité/ à la loi, abus d'autorité, etc. **20** longues années (**11** pour **Anticor**) à accumuler des dossiers (et preuves), **pas seulement de simples conjectures.**

A NOTER : Depuis les deux dépôts de plaintes. **1/ le Directeur de cabinet du maire, a été promu « Directeur de la**

communication » de l'ensemble des magazines édités par Chartres et l'Agglomération, certainement le plus qualifié de tous pour ce poste ?, qu'il a de suite accepté en qualité de « **bénévole** » (...)

2/ Le maire de la commune de Lèves et Vice-président de la communauté d'agglomération Chartres Métropole, a « hérité » de providentielles « **grosses subventions** » , (pour réaliser des travaux où projets, près de 5 M€), accordées par...(ici) [Chartres Métropole](#), à sa commune [...]

Parutions de la Presse locale : (archives [MédiaChartres](#))

1/ Un témoin à la moralité, irréprochable (...)
: https://www.lechorepublicain.fr/leves-28300/actualites/deux-non-lieux-et-un-renvoi-devant-le-tribunal-pour-remi-martial-maire-de-leves_14088102/

2/ Une justice pleine de compassion (dans certains cas)
: https://www.lechorepublicain.fr/chartres-28000/actualites/la-condamnation-de-remi-martial-maire-de-leves-est-confirmee-en-appel-mais-la-sanction-est-allee_14374411/

Preuves qu'a Chartres, la dévotion et la fidélité, sont toujours payantes, et récompensées » part et pour, certaines personnes ».



Mais mauvaise nouvelle pour la « **triade locale** », l'Association **Anticor** a récupéré son agrément, et un nouveau référent pour le 28, devrait être nommé, il va de soit que son prédécesseur tiendra les dossiers, à sa disposition, des **nuits blanches** pour certains-nes, en perspective, **mais pas que !**



De continuer, les principales pièces visant à prouver l'innocence de l'ex référent **Anticor**, **remises à son Avocat**, ont presque toutes disparues lors du procès ? (imprimés où enregistrements), des **preuves irréfutables** qui ont été soigneusement écartées... **par qui ?**, des pièces essentielles censées figurer au dossier, remplacées par « **d'utiles questions** » (inaliénables en droit), portant sur... son état de santé physique générale (?) Si les voies du Seigneur sont impénétrables, parfois, celles de la justice ne le sont pas moins.

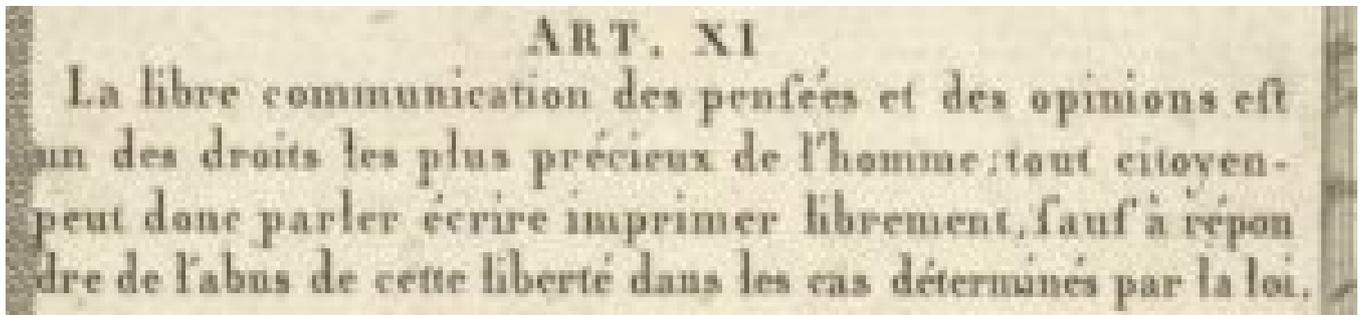
Suite, disparition également, de la main courante déposé par le référent, au **commissariat de Chartres**, bien avant les dépôts de plaintes des deux « **petites mains** » du maire de Chartres, faisant suite à une **virulente agression verbale à l'encontre du référent**, pour menaces physique sur sa personne, et ou figure cette phrase « **ont va bien s'occuper de vous** » ?



Il est également fait allusion, **sans aucune preuve réelle et sérieuse**, de l'utilisation « **d'un brouilleur d'ondes** » mais alors (question)..., comment le Dircab du maire a t'il réussi à enregistrer ?



La peur d'éventuelles « **représailles** » de l'ex-référent **Anticor**, à poussé les plaignants à **dicter** une surprenante demande au **TGI**, « qu'il lui soit **INTERDIT** (durant 5 ans) de porter une arme, où objets pouvant être considérée comme tel ». Pour lui et l'**article 11 de la déclaration des droits de l'homme**, **la parole et les écrits sont les meilleurs armes au monde**.



De poursuite, Une interdiction d'être référent **Anticor** durant le même laps de temps (alors que sa lettre de démission **LR/AR** datée du **04/07/2023**) **devait en pratique** (et normalement) **être au dossier** (?)

Il est également condamné à verser des indemnités financières aux 2 plaignants, alors même, que sa situation financière à été **divulguée publiquement à l'audience**, y compris à la presse locale, (ne manquait plus, que la fanfare et les majorettes) par le **TGI**, qui, sans contestation possible et **pour mémoire**, **était parfaitement connue des Juges et assesseurs** !



Autant de zones d'ombres et de dérapages, dans **un procès hors du commun**, et selon les sources de **MédiaChartres**, le maire aurait aussi de « **très bons contacts** » (grâce à un **Directeur** de lieux culturel de la

ville), auprès de la **cour d'appel de Versailles** (et c'est sans compter sur l'indéfectible dévouement de ses pantouflards multiservices). CQFD

L'ex-référent **Anticor** garde une détermination sans faille, (**ici**) **contrairement à d'autres qui baisse les bras**. Emprunt de modestie et de philosophie, il ajoute, toujours chercher du positif dans le négatif, comme dans cette citation de **Cicéron** » **C'est dans l'adversité que se révèlent les vrais amis**«. Il rappelle que **Chartres est le berceau de la résistance en France** grâce au courage exceptionnel d'un homme – **Jean Moulin**-, il souhaite perpétuer (*jusqu'à son dernier souffle*) son exemple en prenant le statut de « **lanceur d'alerte**» pour continuer ses combats, comme d'autres avant lui (voir ci-dessous) et a même trouvé un hymne pour sa motivation : **<https://www.youtube.com/watch?v=kv57Kyq pj5o>**

Une liste, non exhaustive : (cliquer sur les Noms des affaires en **bleu**, pour en savoir plus)

Julien Assange « **à créé Wikileaks**», **Daniel Ellsberg** « **Pentagon Papers**», (en France) : **Olivier Marleix** « **Enquête sur la vente d'Alstom** » **Denis Robert** « **Clearstream**», **Irène Franchon** « **Scandale du Médiateur** » **Olivier Thérondel** « **Affaire J. Cahuzac**»

Les **lanceurs d'alerte**, ont fait gagner un temps précieux à la justice, et méritent un minimum de reconnaissance, ils peuvent désormais compter sur de nombreux soutiens.

[https://asla.fr/#:~:text=L%E2%80%99Association%20de%20Soutien%20aux%20Lanceurs%20d%E2%80%99Alerte%20\(ASLA\)%20est%20n%C3%A9e%20en](https://asla.fr/#:~:text=L%E2%80%99Association%20de%20Soutien%20aux%20Lanceurs%20d%E2%80%99Alerte%20(ASLA)%20est%20n%C3%A9e%20en)



En France, la loi « Sapin » et « Sapin II » a renforcé le statut des lanceurs d'alerte.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033558528/2024-05-07/>





Au Sénat :

<https://www.defenseurdesdroits.fr/la-protection-des-lanceurs-d-alerte-en-france-rapport-bisannuel-2022-2023-697#:~:text=Le%20%C3%A9fenseur%20des%20droits%20publie%20tous%20les%20deux>

<https://www.senat.fr/lc/lc312/lc312.html>

L'ex-référent **Anticor**, est adepte de la **philosophie Asiatique**, et des citations qui l'illustre, il a récemment envoyé un mail à son Avocat, dès la réponse reçue, il nous en transmettra copies.



*Pour **MédiaChartres**, vouloir donner des leçons de civisme et de démocratie, aux pays totalitaires est une bonne chose, mais la France, en soutenant **la gangrène politique**, ne ferait-elle pas mieux de commencer à faire appliquer et respecter sa constitution ?*

Et de rappeler à tous : À voir où à revoir (révision).

<https://www.bing.com/videos/riverview/relatedvideo?q=%27article+11+de+la+D%c3%a9claration+de+1789&mid=E53809499014C0B48E62E53809499014C0B48E62&cvid=E61CCBE714F2457A9CECAB2790171549&FORM=VIRE>



Martine Leroy